

vert'libéraux

Parti vert/libéral Suisse

Créateurs d'avenir : protégeons l'environnement et le climat

Martin Bäumle, vice-président, Conseiller national, membre de la CEATE-N

Créateurs d'avenir : protégeons l'environnement et le climat

Nous voulons que notre pays joue un rôle de pionnier en matière de protection du climat et de technologies propres au niveau international. Et nous voulons une Suisse qui protège nos ressources fondamentales, la nature et la biodiversité. Ce renversement de tendance écologique est tout à fait possible et s'impose depuis longtemps. Si nous le mettons en œuvre correctement, c'est également une magnifique opportunité pour notre économie. Le lien entre l'écologie et l'économie est l'idée originelle des vert'libéraux. Ceci implique que nous réalisons rapidement le passage du système actuel de subventions à un système d'incitations justes pour plus d'écologie.

Malheureusement, la politique climatique du Conseil fédéral est loin d'atteindre cet objectif. En décembre dernier, le Conseil national a encore massivement péjoré la loi sur le CO₂ : pas d'objectif au niveau national, aucune assurance de qualité en matière de compensations de CO₂ à l'étranger, pas de protection du climat en matière de trafic routier et aérien. Le résultat est même pire que la loi actuelle. La majorité du parlement actuel veut reporter la protection du climat à l'étranger et aux générations futures et nous ne voulons pas participer à ce fiasco.

Heureusement, la population et spécialement la jeune génération se sont réveillées. Cette prise de conscience était nécessaire. C'est pour cette raison qu'un parti représenté au Conseil fédéral essaie de se réinventer actuellement. Je n'ai qu'un message pour eux : oui, la protection du climat est cruciale, et non, de nouvelles centrales nucléaires ne sont pas la solution. Nous ne soutiendrons certainement pas cette approche, car le remède serait pire que le mal. L'énergie nucléaire représente un risque considérable. Elle est inefficace et la question des déchets reste toujours non résolue. C'est aussi dans ce domaine que l'on essaie d'imposer toutes les charges aux générations futures. La population a reconnu ce fait et a décidé la sortie programmée de l'énergie nucléaire. Une sage décision.

C'est aussi dans d'autres domaines écologiques que le besoin d'agir est urgent. Je pense par exemple à la politique agricole. Bien que l'État soutienne l'agriculture chaque année avec des milliards, on n'a toujours pas atteint un seul objectif environnemental. Pas un seul. Ceci a des conséquences néfastes telles que la perte de la biodiversité, les excédents d'engrais toxiques dans l'environnement et la pollution des eaux et sols. Au lieu de reconnaître cet état de fait, le Conseil fédéral rejette l'initiative pour une eau potable propre et renonce à proposer un contre-projet.

Par conséquent, les élections fédérales de l'automne seront décisives pour le climat et l'environnement.

Je souhaite aborder trois exigences concrètes de notre part pour la prochaine législature qui représentent des mesures fondamentales pour notre futur ainsi que celui des générations à venir :

1. Notre pays joue un rôle de pionnier en matière de politique climatique

Il est peu probable que le débat sur la loi sur le CO₂ sera conclu avant la fin de la législature actuelle – et heureusement, il faut le dire. Seule une composition différente du Conseil national nous donnera l'opportunité de débloquent enfin la politique climatique. Il faut répondre aux exigences de l'accord de Paris sur le climat. Ceci exige un objectif plus ambitieux au niveau national et une assurance suffisante de qualité des compensations à l'étranger. Il faut des mesures efficaces dans le domaine des bâtiments, mais également dans celui du transport routier et du trafic aérien qui, jusqu'à présent, ont toujours été épargnés.

2. Notre pays doit devenir le numéro un des sites de Cleantech

Avec la stratégie énergétique, nous avons décidé la sortie de l'énergie nucléaire et une décentralisation de l'approvisionnement énergétique sur la base de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Et avec une loi sur le CO₂ efficace, nous apporterons une autre contribution importante pour la protection du climat. Ces lois, mises en œuvre de manière intelligente, représentent de grandes opportunités pour notre économie.

Nous pouvons atteindre cet objectif si nous appliquons rapidement le passage du système de subventions au système d'incitations. Ce changement rendrait beaucoup de subventions et de régulations obsolètes. Nous gaspillons toujours beaucoup d'énergie sans en avoir besoin parce qu'elle ne coûte pas assez. Et c'est en dépit du fait que le kilowattheure économisé est toujours la solution la plus précieuse et la plus efficace, car chaque kilowattheure doit être produit, transporté et stocké. Un prix de l'énergie respectant le principe du pollueur-payeur rendrait les mesures d'efficacité énergétique enfin rentables et les solutions en matière de Cleantech seront enfin appliquées. Les investissements dans les énergies renouvelables sont déjà plus efficaces sur le plan économique aujourd'hui si on implique tous les coûts de l'énergie fossile.

C'est encore plus vrai pour l'énergie nucléaire. Et ce sera le passage qui doit s'imposer d'urgence pour une mobilité plus écologique grâce aux justes incitations. Si l'économie suisse mise sur le secteur Cleantech, le développement d'une vaste branche exportatrice nouvelle en sera le résultat, car le monde entier doit appliquer l'accord de Paris sur le climat. La Suisse doit devenir renouvelable, et cela est logique d'un point de vue écologique et économique.

3. Notre pays protège les ressources naturelles et la biodiversité

La biodiversité et la qualité de l'eau sont menacées dans toute la Suisse. Aujourd'hui, nous subventionnons la pollution de l'eau potable, des sols, la destruction de la biodiversité et les moyens de subsistance des agriculteurs eux-mêmes. Cela ne peut pas continuer. Ces mauvaises incitations dans le domaine de l'agriculture doivent enfin être éliminées. Tout d'abord en luttant contre l'accumulation de substances nocives dans notre environnement (azote, ammoniac) et l'utilisation excessive de pesticides. Un renoncement aux mesures nécessaires à cette fin met en péril notre eau potable et la biodiversité. Une modification fondamentale de la politique actuelle s'impose d'urgence pour la prochaine législature.

La Confédération ne devra plus continuer à subventionner l'utilisation des pesticides, mais au contraire exclure l'utilisation de pesticides à risque élevé par le rajustement des paiements directs. Il faut également une réduction de 30% des émissions d'azote d'ici 10 ans – si l'industrie ne se met pas d'accord, il faudra atteindre cet objectif par une taxe incitative sur les importations d'aliments pour animaux. Nous présenterons cette demande cette semaine à la Commission économique du Conseil national en tant que contre-proposition réalisable à l'initiative pour une eau potable propre.

Ce sont des approches **libérales** bien adaptées à la protection de l'eau potable, du sol, des insectes et des oiseaux. Ce qu'il faut, c'est une contre-proposition efficace ou tout autre soutien à l'Initiative sur l'eau potable.

Comme vous pouvez le constater, le besoin d'agir en matière d'écologie est énorme. En matière de protection du climat, mais aussi au-delà. Nous voulons une Suisse pionnière en matière de politique climatique, qui voit en l'écologie une opportunité pour l'économie et qui protège les ressources fondamentales naturelles et la biodiversité de manière efficace.

Créateurs d'avenir : protégeons l'environnement et le climat de manière efficace.